



LA DÉ- CADE

LA LETTRE DU CERCLE
JEAN-BAPTISTE SAY

« Les lumières et la morale sont aussi nécessaires au maintien de la République que le fut le courage pour la conquérir. »



J'ABONNE UN AMI!

CLIQUEZ ICI



Il nous l'avait bien dit



Mai 2024

Le temps des systèmes est passé



Les « fake news » affectent aussi l'économie. Elles se développent sur l'ignorance et la paresse. Pour faire les bons choix et conduire les actions qui permettent son développement, Say rappelle les exigences de sa bonne compréhension.

« Je sais que quelques têtes nébuleuses s'efforcent encore tous les jours de répandre du louche sur des sujets qu'elles sont incapables de concevoir nettement. Elles obscurcissent une question pour se donner le droit de dire qu'elle n'est point encore éclaircie. On doit peu s'en inquiéter : c'est l'épreuve indispensable que doit subir toute vérité. Au bout d'un certain temps, le bon sens du public fait justice des opinions qui

n'ont pour appui que de vieilles habitudes, ou les illusions de l'amour-propre, ou les sophismes de l'intérêt personnel ; et la vérité reste.

D'un autre côté, certains écrivains capables de travailler utilement à la diffusion des lumières, s'occupent à fabriquer des systèmes où il n'y a rien à apprendre et des dissertations dogmatiques qui ne prouvent autre chose que la facilité d'avoir une opinion en économie et la difficulté de lier les principes dont se compose cette science. On veut paraître avoir dépassé les éléments et l'on se jette dans des controverses qui découvrent qu'on ne les possède pas bien. On remplace l'exposition des faits par des arguments, s'imaginant qu'il est possible d'arriver à des résultats importants avant d'avoir bien posé les questions. On oublie que la vraie science ne se compose pas d'opinions mais de la connaissance de ce qui est.

En économie, la partie vraiment utile, celle qui est susceptible des applications les plus importantes, ce sont les éléments. Le temps des systèmes est passé, celui des vagues théories également. Le lecteur se défie de ce qu'il n'entend pas et ne tient pour solides que les principes qui résultent immédiatement de la nature des choses consciencieusement observées et qui se trouvent, dans tous les temps, être applicables à la vie réelle. »

Catéchisme d'Économie Politique (avertissement de l'auteur à la troisième édition 1820) ; publié dans la Décade de janvier 2015. In œuvres diverses. (publié dans la Décade de Décembre 2017)

Analyse économique

Mai 2024

Le décrochage français (1983-2017) entre illusions et cercles vicieux

C'est à une mise en cohérence passionnante que viennent de se livrer deux économistes, Félix Torres et Michel Hau pour comprendre les raisons profondes du décrochage de l'économie française sur les quarante dernières années dans leur ouvrage intitulé le décrochage français, paru aux Presses Universitaires de France. Mise en cohérence parce que tous les éléments de leur diagnostic sont pour la plupart bien connus, car ils ont été établis depuis de nombreuses années par de multiples rapports dont les auteurs rappellent toutes les publications. Leur premier point est que la prise de conscience de ces problèmes a mis très longtemps à se faire et à entraîner une réorientation très partielle des politiques.

La perte de compétitivité d'une économie ouverte

Pour eux, le principal symptôme de ce décrochage est à trouver dans l'évolution de la balance commerciale dont le déficit a fortement augmenté sur la période, malgré une embellie sur la deuxième moitié des années 1990. La maladie dont ce déficit commercial est le symptôme est bien celle de la désindustrialisation. Cette désindustrialisation a eu évidemment des conséquences sur l'emploi, d'abord parce qu'un emploi industriel génère 1,27 fois plus de valeur ajoutée qu'un emploi de services. Ensuite parce que selon les auteurs, « *chaque emploi industriel perdu a généré à son tour la disparition de deux emplois dans les services.* »

Le premier constat des auteurs est de montrer que la dégradation de la situation française a été largement sous-estimée et comme relevant de la transition naturelle des économies vers un statut post-industriel. Elle est aussi la conséquence d'une vision totalement dépassée de l'économie française comme une petite économie fermée pour reprendre les termes de l'analyse économique. Dans ce genre d'économie, le pilotage de la croissance pouvait se faire par une classique régulation keynésienne de la demande par le soutien à la consommation.

Ce qui pouvait être vrai dans l'après-guerre ne l'était plus dès les années 1970. Ce décrochage commence en effet dès le début des années 1980 et ne sera qu'amplifié par l'accélération de la mondialisation à partir de 2000. Le mal était fait car la concurrence était déjà là pour les entreprises françaises et le problème de compétitivité prix déjà bien présent et largement lié au soutien de la consommation par la protection sociale.

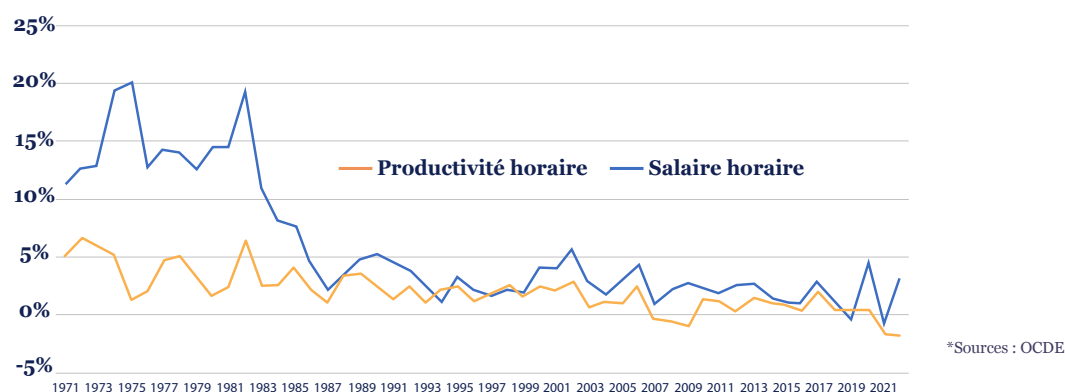
Les cercles vicieux de l'économie française

Le cercle vicieux que les auteurs mettent à jour est lié à la structure de financement de la protection sociale qui reposait en France à l'origine exclusivement sur le travail et donc sur le coût de celui-ci. Aux cotisations sociales s'est ajouté l'ensemble des impôts de production pesant sur les entreprises.

Les difficultés économiques de la France n'ont amené pendant longtemps d'autre réponse qu'un traitement social, à financer. Comme par ailleurs, la consommation des ménages était sacro-sainte, ce sont les entreprises qui ont donc financé cette forte hausse des dépenses publiques.

Cette hausse du coût du travail, supérieure à la productivité, pesait sur la compétitivité des entreprises, sur la croissance de leur chiffre d'affaires ainsi que sur leur rentabilité et donc sur leur capacité d'autofinancement. Et c'est là qu'apparaît un autre cercle vicieux : contraintes financièrement, les entreprises investissent moins en productivité et en innovation, notamment en robotisation, ce qui dégrade leur compétitivité prix, enfermant les produits français, à de rares exceptions, dans le piège du positionnement de milieu de gamme. Dès lors, l'appareil industriel n'a fait que s'abîmer, rendant encore plus nécessaire des mesures de protection sociale. La boucle est bouclée. Comme le montre le graphique suivant, pendant de longues périodes, la croissance du salaire horaire a été supérieure, voire très supérieure à celle de la productivité.

France : salaire horaire et productivité, croissance sur un an



Si la CSG a constitué une première mesure de répartition du coût de la protection sociale sur l'ensemble des ménages, les premières mesures de baisse du coût du travail dans les années 90 étaient limitées et portaient essentiellement sur les plus bas salaires. Or les salaires dans l'industrie sont plus élevés. Ces mesures ont donc manqué leur effet d'amélioration de la compétitivité. Il faudra attendre les années 2010 pour voir des baisses de cotisations sur la partie de l'échelle de rémunération la plus concernée.

Des visions erronées de l'économie

Parmi les autres éléments de cette vision de l'économie, le travail perçu comme un gâteau à partager et donnant naissance au culte de la préretraite dont les auteurs rappellent volontiers les effets délétères au niveau de la transmission des compétences et aux 35 heures dont la réalité est qu'elles ont entraîné une nouvelle nette dégradation de la compétitivité coût des entreprises. Dans la même logique, le recours à la création d'emplois publics et parapublics a été un outil très utilisé pour lutter contre la hausse du chômage. Enfin, la France s'est caractérisée par le refus d'influer sur son système éducatif pour le rapprocher des besoins du marché du travail, créant la situation paradoxale d'un chômage souvent élevé accompagné de réelles difficultés à recruter de la main d'œuvre qualifiée dans certains pans de l'économie.

Certains réflexes de politique industrielle ont également pesé. Ainsi apprend-on que les gouvernements français ont dépensé près de cent fois moins pour le développement de l'industrie des semi-conducteurs que pour le maintien de la sidérurgie lorraine. De 1981 à 1986, ce secteur absorbe encore 58% des aides à l'industrie. L'État s'est trop fait le brancardier de secteurs qui ne pouvaient pas faire l'économie d'une restructuration. De la même manière, la vision très centrée sur les grandes entreprises et la notion de filière centrée sur des champions nationaux a occulté aux yeux des dirigeants politiques l'importance des petites et moyennes entreprises.

De manière très intéressante, les auteurs montrent qu'à rebours de ces tendances, les grandes entreprises françaises, le CAC 40 pour résumer, ont su tirer parti des réformes du système financier des années 80 pour se restructurer et s'adapter à ce nouvel environnement. Mais il s'agit de l'arbre qui cache la forêt des difficultés des entreprises petites et de taille intermédiaire.

Conclusion

Ce livre est surtout le récit de la trop lente prise de conscience du changement du monde dans lequel l'économie française évolue et de la difficulté des gouvernements français à prendre les mesures nécessaires pour s'adapter à ce monde. Alors qu'un grand nombre de pays ont procédé à des réformes importantes dès les années 80 et 90, il a fallu attendre des années pour que les dirigeants de la France abandonnent leurs vieux réflexes et qu'ils ne soient plus paralysés par la peur du conflit social. Pour les auteurs, la responsabilité est également répartie entre une gauche qui a souvent vendu des lendemains qui chantent et n'a pas assumé sa conversion au libéralisme quand la réalité l'imposait, du moins jusqu'au CICE, et une droite dont le logiciel restait souvent étatiste ou « volontariste » comme en témoignent les mesures de relance du gouvernement Sarkozy.

Pour résumer, cet ouvrage est un outil remarquable pour comprendre les racines du malaise français en montrant comment cette désindustrialisation a été la conséquence d'un manque de lucidité et de courage des élites politiques françaises, mais aussi comment cette désindustrialisation s'est insérée dans un cercle vicieux avec d'autres dimensions de l'économie française. Au fond, ce décrochage français est encore une défaite de la pensée. Si la question de la compétitivité coût du travail semble maintenant bien reconnue, le pendant qui est le poids très élevé de notre protection sociale ne l'est pas encore...

Reçu 10/10

Mai 2024

La démocratie et la prospérité, Vincent PONS, prix du meilleur jeune économiste

En cette période préélectorale, il faut rappeler la bonne conjugaison de la démocratie et de la prospérité économique. Et à ce sujet la participation électorale est déterminante. On pourra s'instruire utilement sur le sujet en écoutant sur [France Culture Vincent Pons](#), professeur à Harvard, qui a analysé les phénomènes de mobilisation électorale d'une part, et d'alternance politique d'autre part, dans leurs relations avec le développement économique. Pons souligne par exemple que le droit de vote a un coût individuel, non économique, certes mais réel : il exige de s'informer, de réfléchir, de choisir et de se rendre disponible pour l'exercer. Il est dès lors en concurrence avec l'exercice d'autres droits moins bien constitués (droit aux loisirs par exemple) ou d'autres occupations.

Il n'est pas difficile d'observer autour de soi que l'épuisement démocratique (populismes, violences, répressions, extrémismes) s'accompagne de stagnation économique et de piètre gouvernance des grandes politiques publiques. Au regard de la place prise par la puissance publique par ses prélèvements, ses interventions et ses réglementations dans l'économie, l'électeur ne peut s'en désintéresser sauf à perdre la poursuite de son propre intérêt. Et c'est bien pourtant la poursuite de cet intérêt, écrivait Say, qui est le moteur du développement de la prospérité. Le vote n'est pas seulement l'exercice d'un droit, d'une liberté, c'est aussi la condition d'une prospérité durable.

Collé 0/10



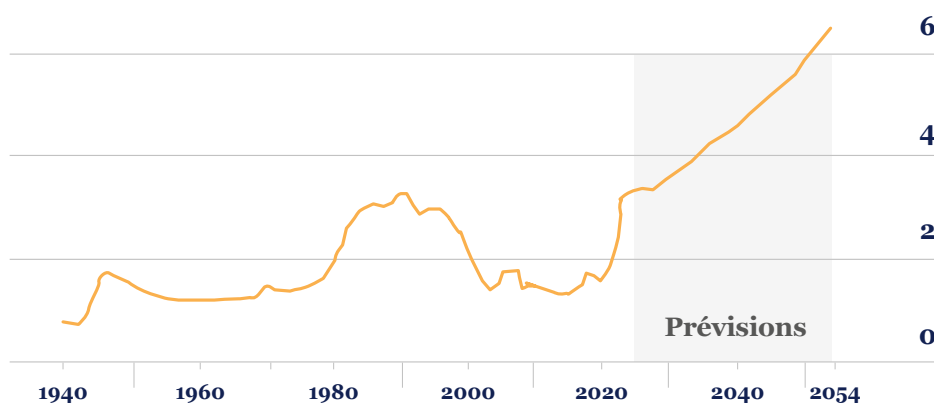
Mai 2024

L'autre déficit : la folie fiscale de l'Oncle Sam, un risque pour le monde

La situation budgétaire hors de contrôle de la France et son endettement pharamineux sont bien connus. Il est moins question pourtant d'une autre situation fiscale qui est lourde de risques à terme si elle n'est pas corrigée, c'est celle des États-Unis dont les dirigeants semblent étrangers à toute précaution budgétaire.

Le déficit fédéral s'élève à 7,2% du PIB (5,5% en France) pour 2023, ce qui est un niveau atteint normalement en période de guerre ou de forte récession. Pourtant l'économie américaine est au plein emploi avec un taux de chômage bien installé sous les 4% et sa croissance à +2,4% en 2023 attendue à 2,7% en 2024. Cette situation devrait permettre l'équilibre budgétaire ou un déficit très réduit et contrôlé. Celui-ci n'est pourtant pas inférieur à 3% du PIB depuis 2015, ce qui conduira la dette à dépasser 100% du PIB en 2024, en augmentation de 50% en dix ans. Comme en Europe, une période prolongée de taux d'intérêt nuls a rendu cette progression indolore et donc invisible. Mais les temps changent :

Dépense nette d'intérêts sur la dette publique USA % du PIB

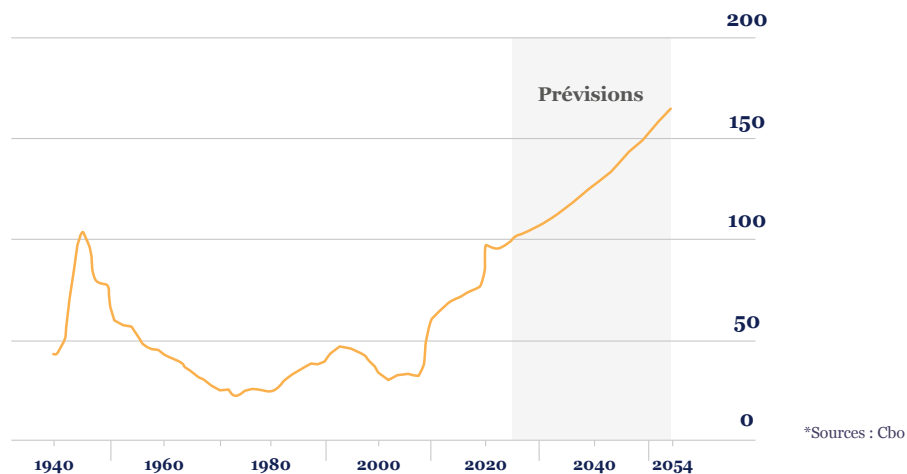


*Sources : Fed

Durant les deux décennies qui ont précédé le Covid, les intérêts de la dette représentaient moins d'un tiers du déficit. Si rien ne change ils représenteront les deux tiers de celui-ci au cours des vingt prochaines années.

Comment les États-Unis en sont-ils arrivés là ? Le coût des guerres, la grande crise financière, le Covid 19 ont justifié des réductions d'impôts, des programmes de stimulation et des subventions de toutes sortes vers les entreprises et les ménages. Démocrates comme républicains n'ont guère porté d'intérêt à cette évolution une fois passé le psychodrame récurrent de l'augmentation du plafond de la dette par le Congrès. Au regard des dépenses actuelles qui vont pour l'essentiel à la santé et aux pensions, avec une contrainte de dépenses militaires fortes face à la Chine, on ne voit rien de crédible dans les programmes des candidats qui permette d'infléchir les prévisions du Congressional Budget Office.

**Dette publique nette
USA % du PIB**



Certes, avec des prélèvements obligatoires inférieurs à 30% du PIB contre une moyenne de 34% dans l'OCDE (44% en France, championne du monde) on imagine bien que les recettes fiscales ont une marge de progression dans le cadre d'un assainissement fiscal par l'impôt sur les ménages ou les entreprises, mais qui se traduirait nécessairement par un ralentissement de la consommation et de l'investissement, donc de l'économie. Et d'ailleurs le laxisme fiscal (9% de déficit en moyenne ces cinq dernières années) n'est pas étranger au dynamisme de la croissance américaine qu'il faut donc relativiser.

Un autre moyen de ramener la dette à des niveaux soutenables serait de faire payer les créanciers, par l'inflation. Le candidat Trump est très critique de la Réserve Fédérale et souhaite la soumettre pour maintenir des taux d'intérêt bas. Toutefois, la FED ne dirige que les taux de court terme et ne peut agir sur les taux de long terme que par une politique quantitative qui installerait durablement l'inflation à un niveau élevé. Il est alors fort probable que les créanciers mettraient un terme au privilège du dollar en exigeant alors des taux plus hauts pour se protéger de l'inflation, d'où un risque d'enchaînement de taux et d'inflation élevés qui s'observe en général en Amérique Latine...

Il est donc difficile de savoir quand et comment l'ajustement interviendra. Par le gouvernement, par la FED ou par les créanciers qui se rebelleront en réclamant des taux plus élevés. Pendant plus de 10 ans la politique américaine ne s'est pas souciée des contraintes budgétaires. Ce serait faire courir un grand risque à l'économie globale que de continuer ainsi. Et il sera coûteux pour les américains de mettre un terme à cette irresponsabilité. Un vrai dilemme.

Parole d'entrepreneur

Mai 2024

Hugo Manoukian – Figonia Holding Ex CEO et co-fondateur de MoovOne



Entreprendre en famille

Originaire d'Aix en Provence, Hugo suit une éducation primaire suivant la méthode [Freinet](#). « Une excellente école de l'entrepreneuriat » où l'expression des enfants est libérée et leur autonomie encouragée. Changement d'ambiance pour son secondaire dans le cadre plus sélectif de la Nat' (La Nativité) avec un Bac S puis Spé maths. Il hésite encore entre le métier d'ingénieur et le commerce. Ce sera finalement Kedge, école de commerce, à Bordeaux. Grosse chute de tension après les concours. Il traite son baby blues en s'investissant dans la vie associative étudiante. Convaincu que

« Tu deviens ce que tu fais », il est bien décidé à vivre les meilleures expériences et à développer son réseau. Il s'engage à fond dans les activités du BDE notamment en démarchant les centres commerciaux et les sponsors de l'école pour lever des fonds ou doter des prix. Alors qu'en école de commerce on ne parle curieusement pas techniques de vente, il est l'un des 20 étudiants qui choisissent de suivre une chaire optionnelle pour échanger avec les pros de Xerox et de PepsiCo.

Il passe son dernier semestre Kedge à Bangalore dans une université proche de [Electronic City](#), énorme parc d'activités dédié aux technologies de l'information, d'où sortent 30 000 nouveaux ingénieurs par an. Un vrai choc. Fraichement diplômé il décide de voyager en Asie pendant près d'un an : Chine, Philippines, Thaïlande, Vietnam, Cambodge, Laos, Malaisie, Indonésie... Il finit par poser son sac à dos en Australie pendant 6 mois pour « renflouer la caisse », en bossant dans la restauration. Une autre expérience très formatrice sur le service au client, la gestion de la production et de la qualité, la capacité à [upseller](#) un client...

De retour en France, regonflé à bloc, il rentre chez Alten Technologies. Il vend des projets de R&D à de grands groupes industriels du secteur aérospatial-défense. Thales, Airbus, Safran... Il réunit dans ce job ses trois passions : la vente, la technique, et le management des équipes projets. Au bout de 4 ans il sent bien qu'il a besoin d'autre chose.

C'est un échange avec son père et son frère sur un télésiège lors d'un Noël en famille qui va faire germer l'idée de MoovOne. C'est l'explosion des [MOOCs](#) (Massive Open Online Course). Avec son père coach, et son frère tout juste revenu d'études aux États-Unis, ils décident de lancer ensemble un nouveau concept de coaching digital pour aider tous ces professionnels qui, comme Hugo, ressentent à un moment dans leur carrière le besoin d'être accompagné pour progresser.

L'entreprise est créée en 2014 sans financements externes. En 2015, c'est le premier gros client avec AG2R La Mondiale, suivi de 6 ans de croissance ininterrompue qui propulse MoovOne

au rang de leader et acteur de référence du marché du coaching digital. Les grosses références clients se multiplient avec Saint-Gobain, Crédit Agricole, La Poste, Vinci... 80% des sociétés du CAC40 font appel à eux. Ils sont 100 personnes à servir 20,000 personnes en 30 langues grâce à un réseau de 500 coaches rigoureusement sélectionnés dans le monde entier.

En 2021 c'est la sortie par le haut avec la cession au leader européen CoachHub à la fin d'un processus d'enchères auquel participent les poids lourds mondiaux du secteur.

Depuis 2022, Hugo est devenu business angel avec la gestion active d'une quarantaine de participations en direct.

1) Pourquoi être devenu entrepreneur ?

J'avais envie de créer un patrimoine en me faisant plaisir. De capter plus de cette valeur que je créais dans le cadre de mon activité.

La seule façon d'y parvenir était de contrôler le capital et les actifs que l'on fait travailler pour créer de la valeur. Je devais tenter le coup. Dans le pire des cas j'accumulais de l'expérience. Et puis l'environnement corporate classique avec ses strates hiérarchiques, son système de progression et sa politique interne, ne me convenait pas.

Je suis trop anticonformiste et indépendant pour m'adapter à cet environnement.

2) Le chef d'entreprise est-il le seul à entreprendre ?

L'entrepreneur ne peut pas être seul à porter l'initiative, la vision et la mission de l'entreprise. Il a besoin de relais d'influence, d'action, et de persévérance qui rendent le succès possible.

En revanche il est le seul à assumer la responsabilité et « *la charge de l'âme* » de l'entreprise. C'est son chemin. Il doit mener son combat lui-même face aux éléments.

C'est cette quête qui le différencie des autres forces vives de l'entreprise. Une quête qui hante parfois ses nuits. À la fois un fardeau et une expérience formidable et unique.

3) Pour vous, qu'est-ce que la création de valeur ?

Elle est multiforme.

Quand on parle de création de valeur la première chose qui me vient à l'esprit c'est la disruption. Un terme (trop ?) souvent utilisé et pourtant très pertinent. La création de valeur passe par la transformation et le changement du réel. On ne crée pas de valeur seulement en faisant plus. On en crée en faisant mieux ; ce qui permet de faire plus.

Il s'agit de casser les codes établis, trouver des alternatives, des différences par rapport à ce qui existe. Qu'il s'agisse du positionnement du produit, du marché, de la façon de faire. C'est ce qui distingue les startups qui visent une ligne de crête de changement, par rapport aux grosses entreprises.

La création de valeur passe aussi par une nouvelle façon de penser les organisations en opposition au modèle traditionnel d'hyper-hiérarchisation, d'hyperspécialisation, pour libérer le partage de valeur avec les collaborateurs et leur engagement total et durable dans le projet.

4) Quelles sont les trois ou quatre mesures à prendre pour améliorer le développement des entreprises françaises ?

a/ Baisser les charges et mieux rémunérer pour embaucher plus et mieux.

Le travail coûte trop cher en France. C'est dommage car les entreprises ont de gros besoins. Le coût du travail pousse nombre d'entrepreneurs à faire trop souvent des compromis. Le système pousse à toujours essayer de faire plus avec moins en tirant sur la corde.

b/ Laisser l'entrepreneur créer.

Donner de l'espace et de la liberté à l'innovation. Arrêter de sur-légiférer sur des sujets émergents du type IA, ou blockchain par exemple. Les contraintes du système français poussent à créer ailleurs.

c/ Rapprocher dans le système éducatif les savoirs fondamentaux des savoirs pratiques, notamment la connaissance du monde de l'entreprise et le développement personnel. À quand les cours de vente à l'école ?

Mail 2024

POURQUOI « LA DÉCADE » ?

« La Décade philosophique, littéraire et politique » cofondée par Jean-Baptiste Say en avril 1804 était publiée chaque décadi, dernier jour des trois décades qui rythmaient les mois du calendrier républicain. Selon l'affiche publicitaire qui soutint son lancement, son ambition était « d'instruire et amuser » !

« La Décade », publiée sur internet 10 fois par an, autour du 10 du mois, sera l'outil de communication du Cercle Jean-Baptiste Say (www.cerclejeanbaptistesay.com), parlera d'économie, tâchera d'instruire et tentera d'amuser... Tentez votre chance! L'abonnement est gratuit et la diffusion repose sur la promotion des lecteurs. Hommage donc à la sagesse d'un révolutionnaire qui a si bien compris l'importance de la prospérité dans le développement et le maintien de la démocratie. Et si bien expliqué les conditions nécessaires à cette prospérité : la liberté, la propriété, l'échange, le travail. Sans entrepreneurs, point de prospérité et sans prospérité, point de solidarité!

Avec Jean-Baptiste Say comme guide et pédagogue, rappeler les principes fondamentaux de l'économie et expliquer simplement les mécanismes de création de richesse pour qu'ils puissent se remettre en marche dans notre pays, voilà l'ambition de la Décade.

